

24 janvier : une grève massive

mardi 12 février 2008, par [NOIREL Robert](#) (Date de rédaction antérieure : 31 janvier 2008).

Ce 24 janvier, les personnels de la fonction publique et de l'Éducation nationale se sont retrouvés, une nouvelle fois, massivement en grève et dans la rue.

Dans l'Éducation nationale, le mouvement a été suivi par 34,2 % de personnels (38,9 % le 2 novembre) selon le ministère, mais 55 % selon la FSU (58 % en novembre). Quant aux manifestations, elles ont rassemblé, dans tout le pays 400 000 personnes, selon la CGT. Donc, dans l'ensemble, une mobilisation légèrement inférieure à celle du 20 novembre, mais toujours très forte.

Ces résultats expriment aussi une certaine lassitude devant la tactique des directions syndicales qui ont attendu presque un trimestre avant d'appeler à la grève, refusant de se joindre aux cheminots en octobre, puis laissant passer deux mois pour « rebondir » face au blocage gouvernemental. Mais ils montrent aussi la détermination face à l'agression gouvernementale qui, non seulement joue le mépris sur les salaires, mais tente de réduire le droit de grève avec le service minimum dans les écoles. Malgré un matraquage médiatique indécent, seules 10 % des communes ont appliqué cette atteinte au droit de grève, les villes de gauche ayant (encore heureux) refusé les consignes de Darcos. Mais le ministre veut une loi qui oblige les enseignants à se déclarer grévistes deux jours avant le mouvement prévu. Il faudra de la détermination pour refuser d'appliquer cette loi, et obtenir que les organisations syndicales, les parents d'élèves, les municipalités de gauche opposent à cette mesure scélérate un refus maximum.

Ce n'est pas le seul terrain d'affrontement prévisible. Le ministre de l'Éducation nationale se prépare à proposer une attaque en règle contre le service public, avec 20 000 suppressions de postes par an jusqu'en 2012. Pour réaliser ce rêve libéral, il veut mettre en chantier des réformes qui réduisent l'offre de formation pour les jeunes, supprimant des heures de cours et accentuant ainsi les inégalités sociales. Par exemple, une majorité de BEP va être supprimé. Au lieu de deux ans de BEP suivis de deux ans de préparation au bac pro, il n'y aura plus que trois ans de bac pro, soit autant d'économies, mais autant de formation en moins pour les élèves issus de milieux populaires [1]. Des matières sont menacées, comme les sciences économiques et sociales qui, selon le Medef, ne donnent pas une image assez positive de l'entreprise ! Et puis, le « travailler plus » présidentiel s'applique : il est question de faire faire aux enseignants jusqu'à trois heures supplémentaires par semaine, au lieu d'une possible actuellement.

C'est donc, plus que jamais, la défense du service public qui est à l'ordre du jour. Le 24 janvier a montré la disponibilité pour l'action, il importe de ne pas en rester là, et de ne pas attendre une nouvelle échéance dans deux mois alors que le gouvernement ne cède rien sur les salaires. Il faut battre le fer quand il est chaud et profiter de la période électorale face à un pouvoir, certes combatif, mais inquiet de se voir sanctionné aux municipales. Pour cela, il convient de rassembler toutes celles et tous ceux, personnels, usagers, parents d'élèves, qui continuent à penser que les services publics valent plus que les profits des joueurs de Bourse.

Robert Noirel

P.-S.

* Paru dans Rouge n° 2237, 31/01/2008.

Notes

[1] Lire Rouge n°2231 et sur ESSF : [Etudiants et lycéens : ce n'est qu'un début](#)